



HAL
open science

La France face aux indépendances baltes. De Brest-Litovsk à la conférence de la Paix (1918-1919)

Julien Gueslin

► **To cite this version:**

Julien Gueslin. La France face aux indépendances baltes. De Brest-Litovsk à la conférence de la Paix (1918-1919). Relations internationales, 1998, 93. hal-01405373

HAL Id: hal-01405373

<https://hal.science/hal-01405373>

Submitted on 29 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA FRANCE FACE AUX INDÉPENDANCES **BALTES DE BREST-LITOVSK À LA** **CONFÉRENCE DE LA PAIX** **(1918-1919)**¹

Julien Gueslin

En 1917-8, la désagrégation de l'empire russe , l'avènement puis la consolidation du régime bolchevique vont faire du problème baltique une question internationale: tour à tour, au cours de l'année 1918, les groupements estoniens, lettons et lituaniens abandonnent leur revendications d'autonomie au sein d'un ensemble russe rénové et proclament l'indépendance de trois nouveaux États. Or tant les diplomates que l'opinion publique connaissent très mal cette région et le mouvement profond d'émancipation qui l'a marquée au cours du XIXème siècle. A l'exception du grand-duché de Lituanie (jusqu'à l'union avec la Pologne de 1386), aucun État balte n'a existé auparavant et si on s'est intéressé aux provinces baltiques à divers moments dans le passé (création d'une Compagnie du Nord par Colbert, séjour de Louis XVIII à Mitau, passage des troupes de Napoléon en Lituanie), l'attention est vite retombée. Enfin la propagande faite autour de l'alliée russe, les subsides versées à la presse française pour glorifier la cohésion interne de l'Empire n'ont pas peu contribué à l'ignorance française voire même à l'incapacité à situer géographiquement ou à ne pas confondre villes ou pays de cet ensemble.

De 1918 jusqu'au milieu de 1919, la France va devoir improviser puis définir précisément une politique vis à vis de pays pris dans les nasses allemandes mais aussi menacés par les ambitions bolcheviques; d'où finalement une politique prudente, attentiste, voire même l'absence dans le court terme de toute politique, que vont dénoncer vigoureusement certains des sympathisants français des pays baltes. Or il faudrait montrer que cette politique d'observation n'est pas le résultat d'un quelconque désintérêt mais surtout le fruit de contradictions françaises: la France doit-elle rester (conformément à la tradition établie depuis 1789) la défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au risque de favoriser l'éclatement de l'Europe en de multiples petits États et alors même qu'il semble aux diplomates angoissés que l'Allemagne est partout , utilisant, manipulant voire même créant ces troubles nationaux qui, en l'absence du contrepoids russe, vont lui permettre d'achever son Drang nach Osten ?

¹Cet article s'appuie sur un travail de maîtrise mené sous la direction du professeur Robert Frank et soutenu en juillet 1996: "La France et les pays baltes (1918-1923)" (principalement les chapitres 1 à 5). On y renverra le lecteur intéressé pour plus de détail et pour l'énumération complète des sources et des ouvrages ayant servi à ce travail.

Ces contradictions, qui vont voir le jour en ce qui concerne les pays baltes au cours de l'année 1918, seront manifestes au moment de la Conférence de la Paix, lorsque la commission Baltique se penchera sur le problème.

. C'est véritablement après le traité de Brest-Litovsk, que la France commence à nouer des relations avec les organismes baltes: la fin de la guerre permet à l'Allemagne de renforcer la pression sur le front ouest et d'avoir les mains libres à l'est, où elle achève la conquête des provinces baltes . Pour le Quai d'Orsay , le Reich peut désormais achever sa politique du "maximum de morcellement" de la Russie, d'organisation des peuples sous sa férule, qui lui permettra de les gouverner depuis Berlin et d'en extraire un maximum de matières premières². Alors que les dissensions ont été nombreuses en Allemagne au cours de la guerre (alliance avec une Russie germanophile et forte ou annexion et colonisation sous la férule des élites allemandes ou donc éclatement de la Russie en privilégiant certaines nationalités), les Français parlent de la politique "éternelle" du Reich: l'annexion, selon une note de Berne, aurait été dangereuse car elle aurait donné aux nationalités le droit de vote et donc de contrecarrer certains plans allemands ³. Le projet d'un grand duché de Baltikum, élaboré par les "barons baltes", les grands propriétaires terriens allemands tout puissants, les propositions allemandes de reconnaître l'indépendance lituanienne en échange de larges garanties économiques nourrissent les inquiétudes françaises.

Les diplomates français stimulent donc dans un premier temps la résistance des Baltes, en recevant les délégués baltes à l'étranger (d'abord à Pétrograd puis à Stockholm et à Berne) et en répondant à certaines de leurs protestations contre les actes des forces d'occupations allemandes. Enfin , agissant de concert avec l'Angleterre, une déclaration est faite le 27 février 1918 aux délégués estoniens en Suède qui reconnaît provisoirement l'assemblée estonienne comme une Assemblée indépendante "de fait" jusqu'à la réunion de la Conférence de Paix⁴. Cette dernière est donc habilitée à nouer des relations officieuses avec le gouvernement français en envoyant un délégué estonien à Paris. Cet acte semble être le résultat de considérations purement tactiques: au moment où les troupes allemandes rentrent en Estonie et à l'instigation de Thiébaud, le représentant français en Suède, il faut inciter un organisme (celui-ci ,contrairement aux autres organismes baltes , a le mérite aux yeux des Alliés d'avoir été créé grâce au statut d'autonomie accordé par Kerensky aux Estoniens) à s'opposer au maximum et aux troupes allemandes et à toute tentative allemande de conciliation.

²AMAEF, Russie, 687, 11 juin 1918 . Si on ne le mentionne pas expressément, la série utilisée est Europe 1918-1940

³AMAEF, Russie, 701, 17 mars 1918

⁴AMAEF, Guerre 1918-1940, vol 702 (27 février 1918)

Mais très vite au cours de l'été 1918, compte tenu d'une situation militaire de plus en plus favorable, de l'organisation de forces russes blanches en Sibérie, le gouvernement français se montre de plus en plus soucieux de ne pas appuyer trop fortement les Baltes et de chercher à surtout à mieux connaître ces nationalités quasi inconnues . Contrairement à la situation qui a prévalu après Brest-Litovsk, il ne peut plus se permettre de ne plus de tenir compte du mécontentement russe⁵. Très vite émerge alors le thème de l'opportunisme balte: les Baltes chercheraient en fait selon la situation à s'appuyer tantôt sur un camp tantôt sur un autre pour faire avancer leur causes. On reproche à certains Estoniens leurs relations avec des Finlandais germanophiles tout comme leur protestations jugées trop tièdes contre le traité de Brest-Litovsk⁶ .Mais ce sont surtout les Lituaniens, qui sont les plus visés ⁷: après la reconnaissance allemande de l'indépendance lituanienne et les liens établis avec de nombreux députés du Zentrum, les nationalistes lituaniens sont jugés comme hypocrites, lorsqu'ils tentent de se rapprocher progressivement des Alliés. Les mémoranda polonais, réduisant le sentiment national lituanien à l'activisme d'un petit groupe d'intellectuels et d'ecclésiastiques germanophiles renforcent les diplomates français dans leur vision quasi fantasmatique d'une Allemagne tout-puissante utilisant le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes pour son propre compte. Les Baltes sont victimes en cela des dures déconvenues que la diplomatie française a subies en Finlande comme en Ukraine mais aussi de l'ignorance de décideurs, oubliant que les nationalismes estonien comme letton sont basés sur la lutte contre les élites allemandes. Les nationalistes baltes et surtout les Lettons pâtissent également de l'éclatant prestige que recueillent les tirailleurs lettons passés au bolchevisme: ceux-ci deviennent rapidement le fer de lance de la jeune armée rouge (c'est un letton Vacietis qui en devint le commandant en chef) et ont l'insigne honneur de garder l'Institut Smolny. Enfin les leaders bolcheviques baltes occupent des fonctions importantes dans le nouveau régime à l'image du Letton Stuschka, commissaire à la Justice et auteur en partie de la première constitution soviétique. La popularité qu'acquiert très vite ces tirailleurs lettons, "garde prétorienne du régime" dans la presse occidentale couvre rapidement les efforts des délégués lettons, pour faire entendre un autre son de cloche. On parle alors très vite de peuples en voie d'être contaminés par le bolchevisme (par manque également d'élites nationales) et donc de gouvernements fragiles, risquant de disparaître d'un jour à l'autre.

La vision du Balte devient donc ambiguë, chaque peuple balte incarnant finalement un type de l'attitude que peut adopter toute nationalité en Europe orientale: l'Estonien est globalement ententophile et a un sentiment national bien affermi, le Letton courageux et germanophobe mais faute d'élites et d'un sentiment national très développé subit

⁵NOULENS, Mon Ambassade en Russie soviétique (1917-1919), Paris, 1933

⁶AMAEF, Estonie , 1, 9 et 23 juillet , 4 août 1918

⁷Voir par exemple, AMAEF, Lituanie, 1, 19 juin, 25 septembre, 21 et 27 octobre 1918

l'influence du bolchevisme; le Lituanien ,à la conscience nationale très faible, est germanophile et comploteur, cherchant à tromper les Alliés sur ses véritables sentiments. Au total cela incite donc encore plus la diplomatie française à pratiquer une politique attentiste .Paul Cambon, rendant compte d'une conversation avec un Letton à Londres, se demande s'il est possible

“d’assurer à ces populations l’ordre et la sécurité qu’elles espèrent ”: il fallait “ bien réfléchir avant d’engager le crédit moral de la France ” car “avons nous intérêt à créer ces liens (envoi de délégués lettons à Paris) entre la France et la Lettonie dont les mutuelles relations sont très incertaines? ” ⁸.

Des réponses dilatoires sont donc apportées aux demandes baltes de toutes sortes (questions de passeports, défense des intérêts baltes en France, aide , demande de reconnaissance...) de ne pas favoriser de quelque manière le morcellement de l'ancien empire⁹.

Dès lors la France agit en conséquence à la fin de l'année 1918, car très vite lorsque la défaite allemande devient patente se pose la question des troupes allemandes occupant les pays baltes. Le principe du retrait des troupes allemandes est certes consacré mais par qui les remplacer? Contrairement à l'Angleterre, la France juge la menace bolchevique inexistante (selon l'analyse élaborée c'est l'Allemagne qui a quasiment créé et fait vivre le régime bolchevique) et refuse d'armer les Baltes, puisque justement ceux-ci sont “contaminés” par cette idéologie¹⁰. Comme la France est aussi peu encline à accepter une intervention suédoise ou scandinave (que ceux-ci refuseront d'ailleurs), elle parvient à imposer l'article XII de la convention d'armistice : celui-ci stipule que l'armée allemande devra évacuer les territoires de l'ex-Empire russe

“ dès que les Alliés jugeront le moment venu compte tenu de la situation intérieure de ces territoires”.

Cet article consacre ainsi une politique, croyant en l'effondrement rapide du régime bolchevique, au retour rapide d'un pouvoir russe fort, tout comme à l'inexistence d'un danger allemand (les troupes allemandes sont jugées faibles et indisciplinées , mais suffisantes à maintenir l'ordre quelque temps),.

Or les faits vont démentir immédiatement l'analyse française, puisque dès la fin de l'année 1918, l'armée allemande s'effondre et les troupes rouges prennent Vilna et Riga, en donnant au conflit un caractère de guerre de libération nationale. La question de l'aide aux Baltes ne peut donc plus être esquivée, d'autant plus que le gouvernement britannique prend seul l'initiative d'envoyer une escadre en Baltique pour s'informer et distribuer éventuellement des armes. Mais là encore le gouvernement français est pris

⁸AMAEF, Lettonie, 12 novembre 1918

⁹ibid, 28 septembre 1918

¹⁰AMAEF, Y-Internationale 1918-1940, 15, 1er novembre (p91) et 2 novembre (p108 sq.); Russie, 687, 30 octobre 1918

dans ses contradictions. D'un côté il ne peut pas ne pas refuser son aide à des organismes antibolcheviques sous peine de voir les Soviets contrôler une région stratégique. D'un autre côté une aide aux Baltes serait en contradiction avec les principes de l'intervention française en Russie définis par Clémenceau ¹¹et explicités par Pichon devant la Chambre des Députés le 26 décembre 1918: empêcher les bolcheviques d'accéder à des régions économiquement nécessaires, permettre à des éléments russes de s'y organiser et de passer par la suite à l'offensive. Or les pays baltes sont des régions dévastées, malaisées d'accès où les troupes armées seraient essentiellement allogènes et refuseraient de reconquérir la Russie. Il faudrait engager dans un premier temps et peut-être pour beaucoup plus longtemps des forces alliées importantes contrairement aux autres régions où des forces locales (armée du gouvernement d'Omsk) et étrangères (Japonais) sont déjà à pied d'oeuvre. Les sentiments de la population pourraient influencer sur les soldats alliés contrairement aux populations sibériennes ou de Russie du sud jugées très antibolcheviques. Enfin les intérêts économiques français y sont faibles. Les pays baltes sont donc quasiment aux yeux des décideurs français l'exemple-type d'un théâtre, où l'intervention alliée serait inefficace et risquerait de "déraper"¹².

L'aide française va donc se réduire à l'envoi d'une petite division navale (pour Clemenceau , il fallait "montrer nos couleurs"¹³) et à l'organisation de contingents baltes à Arkhangelsk et en Sibérie par des officiers français, ayant comme le général Janin admiré la vaillance des contingent lettons de l'armée russe au cours de la guerre. Le Quai d'Orsay va surtout alors chercher à charger l'Angleterre de l'appui matériel¹⁴ (en consacrant finalement une situation de fait qui voit l'Angleterre jouer un rôle décisif en Baltique) , malgré les critiques des diplomates français en Scandinavie et en Angleterre . Certes ces derniers ne veulent pas voir le prestige attaché à leur poste diminuer et voir leur collègues britanniques prendre une place prééminente. Il n'en reste pas moins que leurs propos sont teintés d'une anglophobie bien plus marquée que leur supérieurs à Paris: Delavaud, le nouveau représentant en Suède, évoque la montée d'un nouvel impérialisme britannique, qui reprend la tradition établie au XVII et XVIIIèmes siècles. Les Anglais veulent, selon lui, écarter les Français soit par parti pris soit par "égoïsme naturel". Ces derniers risquent de décevoir des populations francophiles à l'exception des germanophiles qui seuls préfèrent l'Angleterre . Aussi bien à Londres (Cambon veut "entamer le monopole anglais") qu'à Stockholm ou à Copenhague, on

¹¹AMAEF, Russie, 797, 25 septembre, 27 et 29 décembre 1918

¹²AMAEF, Russie, 271, 19 décembre 1918

¹³ibid, 3 décembre 1918

¹⁴ibid, 14 février et 22 mars

désire rétablir l'équilibre en Baltique sans finalement faire une analyse détaillées des capacités navales ou financières françaises en ce début d'année 1919¹⁵.

Or même si il argue des coûts de l'intervention, de l'engagement français en Europe Centrale, l'entente franco-britannique a surtout pour but de résoudre les contradictions françaises: la France peut continuer à soutenir verbalement les efforts baltes et à garder un oeil sur l'évolution de la situation politique. Mais elle ne se compromets pas et peut parler d'une action alliée, que seul l'Angleterre supportera finalement (livraisons d'armes et envoi de nombreux navires)¹⁶, même si aucun acte officiel ne sera finalement passé.

La France réussit donc à poursuivre une politique discrète et attentiste. Cependant lorsque les jeunes troupes baltes, aux côtés de corps francs allemands et appuyés par la marine anglaise repoussent au début de l'année 1919 les troupes bolcheviques, c'est l'Angleterre qui acquiert un incontestable prestige. Au contraire c'est la France républicaine qu'on soupçonne de vouloir utiliser les nationalités comme chair à canon contre le bolchevisme tout en voulant en sous-main rétablir une Russie réactionnaire et faire rentrer les nationalités (à l'exception des Polonais et des Finlandais) dans une " nouvelle prison des peuples", qui répondrait à ses besoins stratégiques. Si la diplomatie française se défend de faire une telle politique, son immobilisme dans la question balte ne peut que nourrir cette vision des choses. L'ouverture de la Conférence de la Paix et la nécessité de s'interroger sur l'avenir à long terme des nationalités baltes ne vont que mettre un peu plus en lumière les difficultés et les contradictions de la politique baltique de la France.

Jusqu'en janvier 1919, la diplomatie française élude au moins officiellement la question de l'avenir des pays baltes: elle renvoie toute résolution définitive à la Conférence de la Paix. Mais, comme on l'a vu, à travers les réponses données et surtout les termes employés, perçoit la volonté de ne pas mécontenter les représentants russes antibolcheviques en passant des accords avec des organismes jugés instables et peu représentatifs. Lorsque les Baltes avaient demandé à la France de faire (au moment du débarquement d'Arkhangelsk) une déclaration invitant les nationalités à s'unir pour la défense de leurs libertés et à leur assurer la liberté (l'indépendance vis à vis de la Russie), celle-ci avait accepté et repris dans sa déclaration la première proposition mais avait alors demandé aux nationalités de vouloir l'avènement d'une

¹⁵ibid, 18, 19 décembre 1918, 17 février 1919 et Estonie, 1 (1 et 18 décembre 1918), 2 (16 janvier, 10 mars 1919) et Lettonie, 1 (22 février, 6 mars 1919)

¹⁶Les dirigeants français sont également parfaitement conscients, contrairement à leur représentants en Baltique, que la France aurait été parfaitement incapable de faire jeu égal sur le plan naval avec l'Angleterre: la marine française a déjà eu beaucoup mal à rassembler des navires pour former une modeste division navale capable de faire face aux caractéristiques de la mer baltique.

“*Russie forte et libre, en laissant faire au peuple russe sa destinée*”¹⁷. De même, suite à des requêtes baltes, Clemenceau refuse de reconnaître les pays baltes pour renforcer le moral de peuples en lutte contre le bolchevisme: pour lui, l’intervention alliée ne doit pas s’immiscer dans les *affaires intérieures russes* .

Lors de la Conférence de la Paix, même si la question balte n’est pas déterminante, la présence de délégations baltes officieuses¹⁸, la pression de représentants russes en exil obligent le gouvernement français et ses alliés à préciser leur positions face aux mémoranda envoyés et à la propagande (modeste cependant et ayant du mal à se faire entendre) faite par les bureaux baltes d’information auprès de l’opinion française. Conformément aux décisions prises lors des Conversations de Londres (3 décembre 1918), les délégations baltes, comme les autres groupements de l’ex-empire russe, ne participent pas aux négociations de paix. Cependant les Alliés acceptent d’écouter leurs demandes: Clemenceau reçoit ainsi les délégations le 16 mars 1919 puis c’est au tour de la commission des affaires baltiques (formée à la suite d’une décision du Conseil Suprême) de recevoir celles-ci de mai à juillet 1919. Les principes de séparation définitive avec la Russie et du droit des peuples baltes de se constituer en États souverains et indépendants sont solennellement réaffirmés même si les Baltes affirment vouloir nouer de bonnes relations avec les Russes et accepter des exigences économiques raisonnables.

Or contrairement aux arguments baltes qui voient dans une reconnaissance rapide un facteur de paix en Europe, la diplomatie française parle au contraire de “grave danger pour la paix en Europe”¹⁹.

Elle se montre sensible aux arguments des délégués russes présents à Paris (ces derniers sont d’ailleurs d’anciens hommes politiques ou fonctionnaires, qui ont noué des amitiés solides au Quai d’Orsay et peuvent faire passer plus facilement leurs thèses), qui décrivent la ruine économique rapide d’une Russie privée des pays baltes et ne se satisfont pas de simples voies d’accès commerciales, car l’expansion économique future de la Russie sera pour eux illimitée. De plus ceux-ci rappellent l’opposition de toutes les forces politiques russes à une séparation qu’une assemblée russe élue n’aurait pas cautionnée. En fait au-delà des intérêts français intéressés à la croissance économique russe, l’important pour les dirigeants français est de ne pas s’attirer les foudres d’une Russie antibolchevique qui, on le croit, est sur le point de naître et de parvenir à rétablir une alliance, qui a constitué le cadre conceptuel de l’action française en Europe orientale depuis plus de vingt cinq ans. La carrière des hauts fonctionnaires (les deux chefs de bureau de la sous-direction d’Europe Laroche et Kammerer, le directeur adjoint

¹⁷AMAEF, Estonie, 1, 30 juillet et 9 septembre 1918

¹⁸Seule la délégation lituanienne eut du mal à se faire admettre sur le territoire français : constatant l’évolution des Lituaniens vers l’Entente, le gouvernement accepta finalement après maintes hésitations

¹⁹Cette formule ouvre la note du 14 février 1919 (Estonie, 2) rédigée par le service des affaires russes pour le ministre sur la politique à suivre vis à vis “des provinces baltiques” .

Berthelot) du Quai d'Orsay a commencé au moment de l'alliance franco-russe : ils ont contribué en partie et ont été eux-mêmes imprégnés du mythe de la force russe. En cela même s'ils ont été conscients des faiblesses russes, ils ne sont guère préparés à gérer un tel changement de contexte politique et une telle exacerbation des tensions nationales ; d'où peut-être leur facilité à faire de l'Allemagne l'acteur primordial de l'éveil des nationalités en Russie.

Or la "carte baltique" est vraiment loin de valoir l'atout russe auprès des diplomates français: les États baltes seraient non viables, n'ont pas de frontières naturelles avec la Russie et vivraient en parasite de la Russie, comme le prétendaient les délégués russes²⁰. Les mémoranda baltes, les études du ministère de Blocus cherchaient à démontrer le caractère fallacieux de ces arguments: par leur chiffre, leur surface, leur richesses économiques, ces pays étaient tout à fait comparables à certains autres petits pays d'Europe et avaient un développement économique considérable.

Derrière ces arguments, faciles à donner et paraissant évident au premier d'abord au non-spécialiste se cache finalement le profond scepticisme du diplomate français sur l'Europe d'après-guerre. On semble ne pas croire beaucoup à l'entrée dans une nouvelle ère, celle de la SDN et de l'arbitrage international mais à la résurgence des impérialismes:

"à la première occasion, la Russie se jettera sur l'Estonie (...), et sur la Livonie. L'Allemagne et la Pologne, de leur côté, se jetteront sur la Lithuanie pour la dépecer. (...) La Russie reprendra inévitablement le chemin de la mer." ²¹

On ne sent guère donc ici poindre un quelconque triomphalisme, la croyance en la capacité d'imposer un nouvel ordre mais presque un sentiment d'infériorité, la croyance en une sorte de déterminisme historique, en particulier celui du mythe russe qui juge nécessaire depuis Pierre le Grand le contrôle de la Baltique afin de rester au contact des foyers de civilisation européenne²². Mais dans l'imaginaire français le souvenir du conflit qui vient de se terminer et surtout de ses origines a désormais un poids considérable. En créant une "poussière" d'États antagonistes, on multiplierait inmanquablement une multitude de casus belli qui par le jeu de coalitions rivales provoqueront de nouveaux conflits sanglants: la poudrière baltique ne doit pas en somme succéder à la poudrière balkanique. Parler "de retour aux formes du moyen-âge" pour caractériser la naissance éventuel d'États baltes est finalement caractéristiques des craintes françaises et peut-être d'un changement de mentalités. L'idée de promouvoir systématiquement l'État-nation est condamnable et archaïque au contraire d'une politique "moderne" visant à rassembler des peuples proches dans des

²⁰AMAEF, Conférence de la Paix, 61 (Séance n°5)

²¹Cf. note 18

²²REY M.P., De la Russie à l'Union soviétique : la construction de l'Empire (1462-1953), Paris, 1994, p162sq. et RAEFF M., Cahiers du monde russe et soviétique, juillet-décembre 1989, cité par M.P. Rey, p164-165

ensembles viables et forts, qui permettront de faire face à la renaissance probable de la menace allemande.

Certes en cette première moitié de l'année 1919, celle-ci ne paraît pas imminente et l'idée d'un cordon sanitaire rassemblant les nationalités contre le bolchevisme semble prioritaire. Cependant conformément aux prévisions françaises, les armées russes blanches volent de succès en succès et la fin du régime bolchevique semble proche. De par son caractère provisoire, l'idée de cordon sanitaire disparaît cependant du cadre d'une politique visant à réorganiser sur le long terme l'Europe orientale: c'est, plutôt comme l'a montré Kalervo Hovi, l'idée de "Barrière de l'Est" qui prévaut²³. C'est la Russie, qui est appelé à jouer logiquement ce rôle au Nord. C'est pour cette raison que même la solution alternative d'une Fédération balte est rejeté car ces ensembles ne tiendraient que par leur haine du Russe et nouerait forcément des contacts avec l'Allemagne, qui profiterait de cet état de fait.

De même l'idée d'une Grande Pologne, qui aurait englobé la Lituanie et même la Courlande est désormais rejeté, après avoir séduit un moment le Quai d'Orsay en 1918. Celui-ci, suivant la même logique, a prôné l'idée d'une union polono-lituanienne car les Polonais ont su habilement mettre en valeur la faiblesse présumée du nationalisme lituanien et son incapacité à défendre seul sa liberté. D'autre part cette union, qui a existé jusqu'en 1795, n'a pas peu contribué selon eux à sortir le peuple lituanien de son arriération²⁴. Les nationalistes lituaniens parlant d'un peuple "exploiteur" et craignant un régime d'arbitraire ne peuvent donc être pour les Polonais qu'une minorité germanophile, formée à la lutte contre les élites polonaises par la bureaucratie russe. Entre ignorance de l'éveil lituanien et perméabilité aux arguments polonais, la diplomatie française a limité au maximum ses contacts. Or la situation évoluant en Russie en 1919, les dirigeants français évoluent et cherchent à limiter les prétentions polonaises: les déceptions devant l'intransigeance polonaise lors de négociations, la prise en compte de l'opposition lituanienne générale à une domination polonaise ont certes un rôle mais c'est surtout l'idée d'une renaissance russe rapide qui prime. Comme l'affirme une note, il ne faut pas demander à la Pologne de remplacer la puissance militaire russe, ne pas faire une nouvelle Autriche-Hongrie et surtout reconstruire celle-ci pour qu'elle n'ait qu'un seul ennemi l'Allemagne²⁵. Dès lors, profitant d'une conversation avec le délégué lituanien Itchas (celui-ci parle d'un revirement se produisant en Lituanie en faveur de la Russie), Kammerer propose un changement d'orientation qui est accepté par le ministre Stephen Pichon (il a d'ailleurs toujours été réticent à l'idée de Grande Pologne, pourtant soutenue par certains de ses

²³HOVI K., *Cordon sanitaire or Barrière de l'Est (1917_1919)*, Turku, 1972

²⁴ROMER E. (DÉLÉGATION POLONAISE), *Mémoire sur la volonté de la Lituanie et de ses habitants*, Paris, 1919

²⁵AMAEF, Russie, 811, dossier La Lituanie et la France, 25 février 1919

collaborateurs)²⁶. Désormais, comme on l'annonce au chef de la mission militaire Lituanie, compte tenu du revirement des Lituanais en faveur de la Russie, de la haine générale envers la Pologne et surtout du danger d'une union russo-allemande en cas d'intégration du pays à la Pologne, on chercherait à promouvoir un simple rapprochement entre les deux peuples (et donc implicitement à laisser la Lituanie dans le giron russe)²⁷. L'exemple lituanien est cela très révélateur des tendances françaises: plus que les désirs lituanais, ce sont donc les intérêts stratégiques français qui prédominent. Quand la création d'une grande Pologne est nécessaire, la diplomatie française ignore les revendications lituanaises ou leur dénie toute validité; quand celle-ci n'est plus nécessaire, elle utilise partiellement les critiques lituanaises pour justifier son évolution.

Le danger allemand étant au centre de la politique française, le gouvernement français se montre donc résolument hostile aux indépendances baltes. Mais est-il favorable à la Russie "une et indivisible" d'antan? Le fait que les Baltes soient des ethnies non russes n'est pas remise en cause (contrairement à l'Ukraine) de même que la légitimité des revendications baltes. Au nom des principes proclamés, celles-ci ne peuvent donc être totalement ignorées. Même s'il est limité dans son action par la réticence des milieux russes, le Quai d'Orsay cherche au maximum à promouvoir un accord commun faisant des pays baltes des "États autonomes rattachés à la Russie". Exploitant avec habileté les déclarations très générales que firent les organismes russes antibolcheviques à propos du droit légitime des nationalités à l'autonomie (la Conférence russe dans une lettre du 9 mars 1919, le gouvernement Koltchak dans sa réponse aux conditions posées par les Alliés pour sa reconnaissance), la France cherche à développer ses relations officieuses avec les Baltes et à préparer des projets ayant trait au statut futur des pays baltes (et plus particulièrement à l'Estonie, qui contrairement à ses deux voisins s'est libéré de l'occupation allemande ou bolchevique). La commission des Affaires Baltiques joue dans ce processus un rôle décisif puisque c'est au sein de celle-ci que les projets préparés par les délégations françaises et anglaises sont confrontés et amendés, la commission cherchant à prendre compte les plus petits détails.

Le statut projeté pour l'Estonie s'inspire en partie de celui prévu pour la ville libre de Dantzig et serait garanti par la SDN. L'Estonie resterait dans les limites douanières russes, garderait la même monnaie et accorderait à la Russie le libre usage des ports et des voies de communication. Sur le plan militaire, l'Estonie posséderait une milice nationale et ne subirait pas la circonscription russe. Aucune force russe ne stationnerait dans le pays en temps de paix. La Russie assurerait alors la défense du pays en échange

²⁶AMAEF, Lituanie, 2, 3 mars 1919

²⁷ibid, 6 et 8 mars 1919

d'une contribution et obtiendrait des bases navales. L'Estonie aurait une autonomie administrative, législative et financière : la Diète estonienne légiférerait dans tous les domaines non communs, aurait sa Constitution et nommerait un exécutif indépendant du régime russe. Enfin si le domaine des Affaires étrangères resterait de la compétence du gouvernement central, elle posséderait une représentation consulaire au sein des consulats russes²⁸. Les délégués français pensent donc avoir élaboré un projet idéal pouvant satisfaire les deux partis (mais les Français se sont surtout montrés soucieux d'éliminer tout ce qui aurait pu de près ou de loin sembler violer la souveraineté russe, ainsi pour le dernier point la proposition de créer des consulats estoniens indépendants). Or le projet d'une déclaration alliée rappelant le désir allié de reconnaître l'indépendance intérieure des pays baltes et rapportant le projet préparé est refusé par deux fois par le Conseil Suprême devant les réactions négatives qu'elles pourraient causer aussi bien chez les Russes que chez les Baltes. .

Le projet correspond bien aux souhaits français d'arriver à créer ces ensembles forts et viables au sein desquels un minimum d'autonomie serait concédé aux nationalités. Mais l'idée d'État autonome, l'évolution projetée de l'ex-empire russe vers un État fédéral ne correspondent à aucun désir véritable des acteurs concernés . Les Baltes ont beau jeu de montrer qu'en l'absence de toute garantie alliée la Russie pourrait supprimer brutalement, comme pour la Finlande avant-guerre, l'autonomie d'un pays sans forces armées et ne contrôlant pas pleinement ses voies de communication. De plus les événements ont contribué à accroître la différence entre un Balte qui se juge plus évolué et se voit à l'image d'autres peuples comme un gardien de la civilisation européenne contre la Russie asiatique et arriérée. À l'opposé il y a dans la mentalité russe l'idée d'une mission civilisatrice qui doit amener progressivement l'unité complète des peuples allogènes: l'autonomie ne peut être que transitoire. Le fait de penser que l'intelligentsia libérale et démocratique contrairement aux réactionnaires serait un fervent partisan d'une telle solution constitue une illusion française supplémentaire. Celle-ci a toujours accordé peu d'importance aux problèmes des nationalités, l'intégration de ceux-ci étant considérée comme naturelle. La fin de l'empire signifie la liberté pour tous et la mise en place d'une modèle unique d'intégration de toutes les composantes de l'Empire²⁹. Les timides efforts français échouent entre le séparatisme des Baltes, trouvant la France trop prorusse et l'intransigeance des Russes, la trouvant au contraire trop conciliante. La diplomatie est donc obligée de continuer à pratiquer une politique d'attente, ayant déjà toutes les peines du monde à créer un front commun dans la lutte contre le bolchevisme (ainsi la création de l'armée Youdenitch en Estonie sera extrêmement difficile compte tenu du refus russe de se placer sous dépendance

²⁸ AMAEF, Conférence de la paix (recueil des actes), 61 (séances n°5,8)

²⁹ RAEFF M., op. cit.

estonienne et des réticences estoniennes à servir de base arrière pour une offensive vers Pétrograd).

Les principes guidant la politique française sont-ils remis en cause par une partie de l'opinion? Si les pays baltes restent inconnus d'une très grande majorité, ils ont su s'attirer les sympathies d'universitaires, d'hommes politiques réputés (les historiens Charles Seignobos, Henri Hauser, le linguiste Gabriel Meillet, Etienne Fournol vice-président de l'Alliance française, les députés Louis Marin, André Honnorat, Georges Leygues, Albert Thomas). Ceux-ci agissent d'abord par germanophobie, ayant comme point de mire le baron balte, considéré comme le pionnier du germanisme et le dernier vestige d'un féodalisme attardé. Ils exaltent la communauté des buts entre la France et les Baltes (le Letton doit ainsi mener la garde sur la Dvina comme sur le Rhin) mais sont surtout les fervents partisans d'une France défendant les droits de ces petites nationalités³⁰.

Les milieux baltophiles cherchent donc par des séries de publications et de conférences à faire connaître quelque peu la cause balte, à montrer que chaque pays constitue une unité nationale bien distincte de la Russie et aspire à constituer un État républicain et démocratique, dépourvu d'intentions agressives vis à vis de ses voisins. Mais ils désirent également à peser sur le cours de la politique officielle. Albert Thomas en 1918, et surtout Henri Franklin-Bouillon plaident pour la cause balte auprès du Quai d'Orsay: ce dernier sera, au côté du propagandiste Jean Pélissier, un des artisans du "réchauffement" des relations franco-lituanienne au début de l'année 1919, en insistant auprès de Pichon pour qu'il reçoive des personnalités lituanienne³¹. À la Chambre comme dans les brochures ou les ouvrages publiés, la politique française est jugée trop timorée, considérant quasiment les nationalités comme des ennemis. En donnant à penser qu'elle favorise le retour à une Russie réactionnaire et unitaire, on risque de livrer cette zone au bolchevisme, en décourageant des populations acquises à l'Entente. En cela ces milieux s'opposent violemment à la thèse selon laquelle c'est en concentrant l'aide française sur la Russie et favorisant la renaissance de celle-ci qu'on sauverait les pays baltes de l'Allemagne. Il aurait fallu au contraire distribuer l'aide de manière plus équilibrée et contribuer à faire ainsi des nationalités les piliers de l'ordre nouveau³².

Mais si l'on excepte les méthodes, la majorité des milieux baltophiles n'ont pas finalement des vues extrêmement différentes du Quai d'Orsay: une fédération

³⁰DOUMERGUE E., Une petite nationalité en souffrance: les Lettons, Paris, 1917
TERQUEM E., L'Estonie et les Estoniens, Paris, 1920

³¹SOUTOU G. H., "Jean Pélissier et l'Office central des nationalités" in *Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la première Guerre Mondiale*, Paris, 1995

³²Voir les interventions de Franklin-Bouillon à la commission des affaires étrangères, ARCHIVES NATIONALES, C 7491 (Séances du 12 juillet, 2 août, 23 décembre 1918)

russe semble le meilleur moyen de favoriser le libre développement national des peuples de Russie tout en permettant une défense commune contre l'impérialisme allemand. Il y a cependant l'idée d'arriver non sans idéalisme à une véritable égalité entre les peuples de faire des pays baltes un de ces multiples centres régionaux de la Russie future, agrégés entre eux par la solidarité des besoins et récusant toute forme de centralisme excessif. Franklin-Bouillon évoquera la création " d'États-Unis de Russie"³³. Mais là encore l'idée de fédération séduisante intellectuellement repose sur une ignorance de la réalité russe, des aspirations profondes des baltes comme des Russes (avec là encore le mythe du Russe libre, républicain et démocrate, pilier du futur système). Peu s'interrogent sur l'avenir de tels unions, tel le directeur de la Revue parlementaire Henri de Chambon qui souligne que: "*Certes l'union fait la force face aux inquiétudes de l'Europe . Il faut se rendre compte que l'union n'est possible qu'entre peuples qui n'ont rien à se reprocher.*"³⁴

Et peu, à l'image du professeur Doumergue, rêvent finalement d'une refonte complète du système des relations internationales, où le morcellement de l'Europe rendrait justement encore plus nécessaire l'existence d'une société des nations et où justement on chercherait pas à supprimer les petites nations mais l'idée même de petite nation³⁵.

On voit donc que finalement sympathie pour l'idée balte ne rime pas forcément avec le respect absolu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Même les Baltophiles à l'image de la grande majorité de l'opinion restent soucieux de la sécurité de la France et peu enclins à encourager un séparatisme complet qu'ils jugent voué à l'échec et dangereux pour la paix en Europe.

Au total on voit donc qu'au milieu de l'année 1919 la diplomatie comme l'opinion publique sont loin de l'image traditionnelle d'une France défenseur des nationalités: on veut éviter plus que tout l'avènement d'une multitude d'États nations dont la faiblesse aurait laissé le champ libre à l'Allemagne. Or l'idée de créer une fédération ou un ensemble politique où les pays baltes auraient eu une large autonomie ne rencontrant pas l'approbation des deux parties, la France pratique une politique contradictoire entre refus de reconnaissance et nécessité de soutenir des pays germanophobes et antibolcheviques. Cela conduit à une aide limitée aux nouveaux États. Or l'évolution de la position va rendre la situation française de plus en plus intenable (pérennité du régime bolchevique et surtout émergence d'un danger allemand avec la montée en puissances des corps francs). Comme on l'a vu, le dogme de l'alliance franco-russe et plus largement de la nécessité d'une " barrière de l'Est" retarderont grandement un revirement pourtant nécessaire au maintien de l'influence française en

³³ibid, 2 août 1918

³⁴CHAMBON (H. de), La Lituanie pendant la Conférence de la Paix , Lille,1931

³⁵DOUMERGUE E., La Lettonie et la Baltique, Paris, 1919

baltique qui s'operera seulement à la fin de 1920 (décision de reconnaître l'Estonie et la Lettonie).